

Publications périodiques

Comptes annuels

SUMITOMO MITSUI BANKING CORPORATION EUROPE LIMITED**SMBCE**

Société à responsabilité limitée d'un état membre de la CE

Capital social : 3 200 000 000 USD

Siège social : 99, Queen Victoria Street, London EC4V 4EH

SUMITOMO MITSUI BANKING CORPORATION EUROPE LIMITED**ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019**

	2019 Millions USD
Produits d'intérêts	836,6
Charges d'intérêts	(545,1)
Produits d'intérêts nets	291,5
Produits des honoraires et commissions	400,3
Charges des honoraires et commissions	(54,8)
Produits nets des honoraires et commissions	345,5
Résultat net des activités de marché	193,8
Résultat d'exploitation	830,8
Dotation nette pour dépréciation des actifs financiers	(13,1)
Charges de personnel	(279,6)
Amortissements et dépréciations	(19,9)
Autres charges	(129,9)
Charges d'exploitation nettes	(442,5)
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	388,3
Charge d'impôt sur les bénéfices	(113,0)
Bénéfice de l'exercice attribuable aux actionnaires de la société mère	275,3
Autres éléments du résultat global, après impôt sur les bénéfices	
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	
Écarts actuariels sur régimes de retraite à prestations définies	(1,4)
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat	
Couvertures des flux de trésorerie	-
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat*	(2,6)
Investissements disponibles à la vente	-
Autres éléments du résultat global, après impôt sur les bénéfices	(4,0)
Total du résultat global de l'exercice	271,3

*Suite à l'adoption des normes IFRS 9 à le 1^{er} Avril 2018, la classification à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global a été introduite, remplaçant la classification disponible à la vente.

SUMITOMO MITSUI BANKING CORPORATION EUROPE LIMITED
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2019

2019
Millions USD

ACTIF

Caisse et soldes auprès des banques centrales	19 670,1
Autre balance inter-bancaire	131,0
Prêts et avances aux banques	2 914,6
Prêts et avances à la clientèle	21 484,2
Titres reçues en pension	1 793,4
Titres de placement	426,50
Actifs dérivés	996,0
Immobilisations incorporelles et goodwill	30,0
Immobilisations corporelles	30,4
Autres actifs	481,0
Impôt différé actif	6,5
Excédent des régimes de retraite	45,6
Total de l'actif	48 009,3

PASSIF

Dépôts des banques	24 212,6
Comptes de la clientèle	18 193,0
Titres de créance en circulation	13,1
Passifs dérivés	870,8
Autres passifs	232,8
Autres provisions	5,5
Passifs d'impôt courant	54,7
Impôt différé passif	18,7
Total du passif	43 601,2

CAPITAUX PROPRES

Capital social appelé	3 200,0
Report à nouveau	1 108,2
Autres réserves	99,9
Total des capitaux propres	4 408,1
Total du passif et des capitaux propres	48 009,3

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration et signés en son nom par :

Hideo Kawafune, Director

Le 10 juillet 2019

Numéro d'immatriculation de la société: 4684034

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AUX ACTIONNAIRES DE SUMITOMO MITSUI BANKING CORPORATION EUROPE LIMITED

1. Notre opinion n'est pas modifiée

Nous avons audité les états financiers de Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Limited (la « Banque » pour l'exercice clos le 31 mars 2019, qui comprennent l'état du résultat global, l'état de situation financière, l'état des variations des capitaux propres, l'état des flux de trésorerie et les notes annexes, notamment la note 3 sur les méthodes comptables.

Selon nous, les états financiers :

- donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Banque au 31 mars 2019 et de son résultat pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été correctement établis conformément aux normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne ; et ont été établis conformément aux dispositions de la loi de 2006 sur les sociétés.

Fondement de notre opinion

Nous avons conduit notre audit selon les normes internationales d'audit (UK) (« ISA (UK) ») et la législation applicable. Nos responsabilités sont décrites ci-dessous. Nous pensons que notre audit étaye notre opinion de manière suffisante et appropriée. Notre opinion d'audit est cohérente avec notre rapport au comité d'audit.

Nous avons été nommés commissaire aux comptes par les actionnaires le 10 juillet 2009. La durée de notre mission sans interruption porte sur les neuf exercices annuels clos le 31 mars 2019. Nous avons respecté nos responsabilités déontologiques et nous restons indépendants de la Banque conformément aux exigences déontologiques applicables au Royaume-Uni notamment la norme FRC Ethical Standard applicable aux entités d'intérêt public. Aucun service d'audit interdit par cette norme n'a été fourni.

VUE D'ENSEMBLE

Les états financiers de matérialité dans leur ensemble : USD 14.5m (2018:USD 13.5m)
3.8% (2018: 4.5%) bénéfice avant impôt

Points clés de l'audit

vs 2018

Événement marquant :

L'impact des incertitudes liées à la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne sur notre audit.

New

Risk récurrent

Dépréciation des prêts et avances à la clientèle

▲

2. Principales questions d'audit : notre évaluation des risques d'inexactitude significative

Les principales questions d'audit sont celles qui, selon notre jugement professionnel, avaient le plus d'importance pour un audit d'états financiers et sont notamment les risques les plus importants d'inexactitude significative (due ou non à une fraude) que nous avons identifiés, y compris ceux qui ont l'incidence la plus importante sur la stratégie d'audit dans son ensemble, les ressources allouées à l'audit et l'orientation des efforts de l'équipe de mission. Nous résumons ci-dessous les principales questions d'audit prises en compte pour notre opinion d'audit ci-dessus, ainsi que les principales procédures d'audit utilisées pour traiter ces questions et, comme requis pour les entités d'intérêt public, les résultats que nous avons obtenus de ces procédures. Ces questions ont été traitées, et nos résultats sont basés sur les procédures appliquées, dans le contexte de notre audit des états financiers dans leur ensemble et seulement dans ce contexte, et pour formuler notre opinion à leur sujet, et par conséquent elles sont accessoires à cette opinion et nous ne fournissons d'opinion séparée sur ces questions.

	Les risques	Notre réponse
L'impact sur notre audit des incertitudes dues à la sortie du RU de l'Union européenne	<p>Des niveaux sans précédent d'incertitude :</p> <p>Tout audit évalue et remet en question le caractère raisonnable des estimations, en particulier, comme décrit dans la dépréciation des prêts et avances à la clientèle ci-dessous, les informations y afférentes fournies et la pertinence de la continuité de l'exploitation comme base de l'établissement des états financiers (voir ci-dessous). Tous ces éléments dépendent des évaluations de l'environnement économique futur et des perspectives d'avenir de la Banque et de ses performances.</p> <p>Le Brexit est l'un des plus importants événements économiques pour le Royaume-Uni et à la date du présent rapport ses effets et résultats sont soumis à des niveaux sans précédent d'incertitude, l'éventail complet des effets étant inconnu.</p>	<p>Nous avons élaboré une approche à l'échelle de l'entreprise pour examiner les incertitudes résultant du Brexit pour planifier et effectuer nos vérifications. Nos procédures ont été notamment les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Notre connaissance du Brexit Nous avons examiné l'évaluation par les administrateurs des sources de risque liées au Brexit pour les activités et les ressources financières de la Banque par rapport à notre propre compréhension des risques. Nous avons tenu compte des plans des administrateurs pour atténuer les risques. - Analyse de sensibilité Pour notre examen de la dépréciation des prêts et avances à la clientèle et autres domaines qui dépendent de prévisions, nous avons comparé l'analyse des administrateurs avec notre évaluation de l'éventail complet des scénarios raisonnablement possibles résultant de l'incertitude liée au Brexit et, lorsque des flux de trésorerie prévisionnels devaient être actualisés à un taux autre que le taux d'intérêt effectif, nous avons examiné les ajustements des taux d'actualisation en fonction du degré d'incertitude restant. - Évaluation de la transparence : En même temps que l'évaluation des informations fournies dans le cadre de nos procédures pour la dépréciation des prêts et avances à la clientèle, nous avons examiné toutes les informations fournies relatives au Brexit dans leur ensemble, y compris celles du rapport stratégique, et comparé l'image globale avec notre compréhension des risques. <p>Nos résultats</p> <p>Comme indiqué dans la dépréciation des prêts et avances à la clientèle, nous avons conclu que les estimations qui en découlent et les informations y afférentes sur la dépréciation des prêts et avances à la clientèle ainsi que les informations relatives à la continuité de l'exploitation étaient acceptables. Toutefois, il ne peut être attendu d'un audit qu'il prédise des facteurs inconnus ni toutes leurs implications éventuelles pour une entreprise, et cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le Brexit.</p>

Provision pour dépréciation des prêts et avances au coût amorti

Dotation : 13,1 MUSD
(2018 : 36,9 M USD)

Provision : 102,8 M USD
(2018 : 167,3 M USD)

Note 3(l) (méthodes comptables) et note 18 (provisions pour dépréciation).

Estimation subjective :

La norme IFRS 9 a été mise en œuvre par la Banque le 1^{er} avril 2018. Cette norme nouvelle et complexe impose à la Banque de comptabiliser des pertes de crédit attendues (« PCA ») sur instruments financiers impliquant beaucoup de jugements et estimations. Au cours de l'exercice, les provisions pour pertes de crédit ont été réduites de 167,3 millions USD au 31 mars 2018 à 102,8 millions USD au 31 mars 2019. Les principaux domaines où nous avons identifié des niveaux plus élevés de jugement et par conséquent des niveaux accrus d'attention pour l'audit de la mise en œuvre de l'IFRS 9 par la Banque sont les suivants :

- Estimations au moyen de modèles - une modélisation reposant par nature sur des jugements est utilisée pour estimer les PCA, ce qui implique de déterminer des probabilités de défaut (« PD »), des pertes en cas de défaut (« PCD ») et des « expositions en défaut » (« ED »). Les modèles de PD du portefeuille d'entreprises non-japonaises sont les principaux facteurs du calcul des pertes de crédit attendues (y compris le classement des actifs entre les différentes étapes) et sont par conséquent le facteur discrétionnaire le plus important de l'approche par la Banque de la modélisation des PCA.

- Scénarios économiques - l'IFRS 9 impose à la Banque d'évaluer les PCA sur une base prospective reflétant un éventail de conditions économiques futures. Une appréciation importante par la direction est utilisée pour déterminer les scénarios économiques retenus et les pondérations selon les probabilités appliquées à ses portefeuilles de prêts aux entreprises.

- Augmentation significative du risque de crédit (Significant Increase in Credit Risk ou « SICR ») - Pour les portefeuilles de prêts aux entreprises, le critère retenu pour identifier une augmentation significative du risque de crédit est un domaine clé d'appréciation dans le cadre du calcul des PCA puisque ce critère détermine si la provision est calculée pour 12 mois ou pour la durée de vie.

- Pertes de crédit attendues sur la durée de vie pour les expositions à la clientèle classées à la 3^e étape - Celles-ci sont déterminées individuellement en fonction des flux de trésorerie à l'aide de diverses données clés incluant les flux de trésorerie futurs attendus, les taux d'actualisation, et les flux de trésorerie prévus provenant de garanties.

- Qualité des informations fournies - Les informations fournies concernant l'application par la Banque de l'IFRS 9 sont essentielles pour comprendre le passage à partir de l'IAS 39 ainsi que pour expliquer les principaux jugements et données utilisés pour obtenir les résultats des PCA selon l'IFRS 9.

- L'effet de ces questions est que, dans le cadre de notre évaluation des risques, nous avons déterminé que les provisions pour pertes de crédit attendues sur les prêts et avances à la clientèle comprenaient un degré élevé d'incertitude des estimations, avec un éventail de résultats raisonnables supérieur à notre seuil d'importance relative pour les états financiers dans leur ensemble. Les états financiers (note 18) présentent la sensibilité estimée par la Banque.

Nos procédures ont été notamment les suivantes :

- Évaluation des méthodes comptables : Nous avons évalué la pertinence des méthodes relatives au modèle de PCA et des méthodes comptables sur la base des exigences de l'IFRS 9, de notre compréhension de l'activité et de la pratique du secteur.

- Tests des contrôles Nous avons testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés relatifs à : l'approbation des évaluations de la qualité de crédit des prêts et l'approbation des pertes de crédit attendues évaluées individuellement et classées à la 3^e étape (sur la durée de vie).

- Notre expertise en matière de modélisation des risques financiers : Nous avons eu recours à nos propres spécialistes du crédit pour évaluer et remettre en question la pertinence des jugements et des hypothèses clés relatifs aux modèles de PD du portefeuille d'entreprises non-japonaises et aux méthodes utilisées. Nous avons également effectué une analyse de sensibilité sur les principales hypothèses pour évaluer l'impact potentiel sur les PCA résultant d'un éventail de résultats possibles.

- Notre expertise en matière de scénarios économiques Nous avons eu recours à nos propres économistes pour évaluer et remettre en question la pertinence des principaux jugements et hypothèses relatifs aux variables économiques prospectives inclus dans le modèle des PCA.

- Évaluation des critères de SICR Nous avons testé un échantillon de prêts performants classés à la 2^e étape qui ont été estimés comme présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur octroi (par ex. des difficultés financières du client ou le non-respect d'un engagement) et avons également testé un échantillon de prêts performants classés à la 1^{ère} étape. Sur la base des faits et des circonstances individuels, y compris la prise en compte de preuves du contraire, nous avons formé notre propre jugement quant à la pertinence de la note de crédit attribuée et de l'évaluation en résultant sur la question de savoir si une augmentation significative du risque s'était produite.

- Évaluation des expositions individuelles : Pour l'ensemble des expositions classées à la 3^e étape, nous avons compris les derniers développements concernant chaque emprunteur et la base de la classification et de l'évaluation des PCA de 3^e étape et examiné si les principaux jugements étaient appropriés étant donné les circonstances de l'emprunteur. Nous avons également recalculé les pertes de crédit attendues sur la durée de vie, en testant les principales données incluses dans les flux de trésorerie futurs prévus, les taux d'actualisation et les flux de trésorerie prévus provenant de garanties.

- Évaluation de la transparence : Nous avons examiné l'adéquation des méthodes comptables de la Banque et des informations fournies en ce qui concerne les provisions pour pertes de crédit attendues des prêts et avances à la clientèle.

Nos résultats

Les résultats de nos tests ont été satisfaisant et nous avons considéré que la dotation pour dépréciation des créances et la provision comptabilisées étaient acceptables (2018 : acceptables)

3. Notre application de l'importance relative et une vue d'ensemble de l'étendue de notre audit

Le seuil d'importance relative pour les états financiers dans leur ensemble a été fixé à 14,5 millions USD (2018 : 13,5 millions USD) déterminé par rapport à un résultat avant impôt de référence dont il représente 3,8 % (2018 : 4,5 %)

Nous avons convenu de rapporter au Comité d'audit toute inexactitude identifiée corrigée ou non corrigée dépassant 725 000 USD (2018 : 670 000 USD), en plus des inexactitudes qui devaient être rapportées pour des motifs de qualité.

Notre audit de la Banque a été entrepris selon le seuil d'importance relative susmentionné et réalisé au siège social de la Banque à Londres. Nous nous sommes également rendus dans la succursale la plus importante de la Banque, à Paris, France.

Certains processus et contrôles sont réalisés aux établissements de la société mère de la Banque à Tokyo et à New York. Nous avons donné instruction aux équipes d'audit participantes à Tokyo et à New York de procéder à des audits spécifiques axés sur le risque sur les questions suivantes :

- Contrôle et test des détails sur des données entrées dans les modèles de dépréciation des créances ainsi que de leur conception ; et
- Certains contrôles de l'informatique générale et d'applications sur les systèmes hébergés par la société mère.

Nous avons évalué le travail réalisé par les équipes d'audit participantes dans ces domaines. Nous avons communiqué avec les équipes d'audit participantes tout au long de l'audit au moyen de conférences téléphoniques et nous nous sommes rendus à Tokyo en juin 2019.

4. Nous n'avons rien à signaler à l'égard de la continuité de l'exploitation

Le conseil d'administration a établi les états financiers sur la base de la continuité de l'exploitation étant donné qu'il n'a pas l'intention de liquider la banque ou de cesser ses activités, et qu'il a conclu que la situation financière de la Banque signifie que c'est réaliste. Il a également conclu qu'il n'y avait pas d'incertitudes importantes qui auraient pu jeter un doute important sur sa capacité à poursuivre son exploitation pendant au moins un an à compter de la date d'approbation des états financiers (« la période de continuité de l'exploitation »).

Notre responsabilité est de conclure sur la pertinence des conclusions du conseil d'administration et, en cas d'incertitude importante relative à la continuité de l'exploitation, de le mentionner dans notre rapport. Toutefois, comme nous ne pouvons pas prévoir toutes les conditions ou événements futurs et comme des événements ultérieurs peuvent conduire à des résultats qui sont incompatibles avec des jugements qui étaient raisonnables au moment où ils ont été formés, l'absence de référence à une incertitude importante dans ce rapport de commissaire aux comptes n'est pas une garantie que la Banque poursuivra son exploitation.

Dans notre évaluation des conclusions du conseil d'administration, nous avons tenu compte des risques inhérents au modèle économique de la Banque et analysé comment ces risques pouvaient affecter les ressources financières de la Banque ou sa capacité à poursuivre ses activités sur la période de continuité de l'exploitation. Les risques que nous avons considérés comme les plus susceptibles d'affecter négativement les ressources financières disponibles de la Banque sur cette période sont :

- la disponibilité de fonds et de liquidités en cas de scénario de stress du marché dans son ensemble, y compris l'impact du Brexit, et
- l'impact sur les exigences réglementaires de fonds propres en cas de ralentissement économique ou de récession.

Comme il s'agissait de risques susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, nous avons considéré les sensibilités sur le niveau de ressources financières disponibles indiqué par les prévisions financières de la Banque en tenant compte des effets négatifs raisonnablement possibles (mais pas irréalistes) qui pourraient découler de ces risques, individuellement et collectivement, et évalué la faisabilité des mesures que les administrateurs estiment qu'ils devraient prendre pour améliorer la situation si les risques se matérialisaient.

Sur la base de ces travaux, nous sommes tenus de vous signaler si nous avons conclu que l'utilisation du principe comptable de la continuité de l'exploitation n'est pas appropriée ou s'il existe une incertitude importante non divulguée susceptible de jeter un doute important sur l'utilisation de cette convention pour une période d'au moins douze mois à compter de la date d'approbation des états financiers.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard et nous n'avons pas identifié la continuité de l'exploitation comme un sujet d'audit clé.

5. Nous n'avons rien à signaler à propos du rapport stratégique ni du rapport du conseil d'administration

Le conseil d'administration est responsable de la préparation du rapport stratégique et du rapport du conseil d'administration. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas ces rapports et nous n'exprimons pas d'opinion d'audit à leur sujet.

Notre responsabilité est de lire le rapport stratégique et le rapport du conseil d'administration et, ce faisant, d'examiner si, sur la base de nos travaux d'audit des états financiers, les informations qui y sont contenues sont significativement inexactes ou incohérentes avec les états financiers ou les connaissances obtenues lors de l'audit. Sur la base de ces travaux uniquement :

- nous n'avons identifié aucune inexactitude significative dans ces rapports ;
- selon nous, les informations communiquées dans le rapport stratégique et le rapport du conseil d'administration relatifs à l'exercice sont cohérentes avec les états financiers ; et
- selon nous, ces rapports ont été préparés conformément aux dispositions de la loi de 2006 sur les sociétés.

6. Nous n'avons rien à signaler sur les autres questions sur lesquelles nous sommes tenus exceptionnellement de faire un rapport

La loi sur les sociétés de 2006 exige que nous vous rendions compte si, à notre avis :

- la Banque n'a pas tenu les livres comptables adéquats, ou si nous n'avons pas reçu des succursales dans lesquelles nous ne nous sommes pas rendus des réponses adéquates ; ou
- les états financiers ne sont pas en accord avec la comptabilité et les réponses reçues ; ou
- certaines informations concernant la rémunération des administrateurs prévues par la loi ne sont pas fournies ; ou
- nous n'avons pas reçu toutes les informations et explications dont nous avons besoin pour notre audit.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

7. Responsabilités respectives

Responsabilités du conseil d'administration

Comme exposé plus en détail dans leur déclaration figurant à la page 17, les administrateurs sont responsables : de la préparation d'états financiers qui selon eux donnent une image sincère et fidèle ; du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à des fraudes ou à des erreurs ; d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation en divulguant, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation ; et d'utiliser les règles comptables basées sur la continuité de l'exploitation sauf s'ils ont l'intention de liquider la Banque ou d'arrêter ses activités, ou n'ont pas autre possibilité réaliste que de le faire.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Notre objectif est d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble sont exempts d'inexactitude significative, qu'elle résulte de fraude ou d'autres irrégularités (voir ci-dessous), ou d'erreur, et de produire un rapport de commissaire aux comptes qui inclut notre opinion. Une assurance raisonnable est un haut degré d'assurance, mais n'est pas une garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA (UK) détectera toujours une inexactitude significative s'il en existe. Les inexactitudes peuvent résulter de fraude, d'autres irrégularités ou d'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou au total, il peut être raisonnablement attendu qu'elles influencent les décisions économiques prises par des utilisateurs sur la base de ces états financiers.

Une description plus complète de nos responsabilités est disponible sur le site Internet du FRC à www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities.

Irrégularités - capacité de les détecter

Nous avons identifié les domaines de la législation et de la réglementation dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils aient un effet important sur les états financiers grâce à notre expérience générale du commerce et du secteur et par l'intermédiaire de discussions avec les administrateurs et autres dirigeants (comme le requièrent les normes d'audit) et avons discuté avec les administrateurs et autres dirigeants les politiques et procédures concernant le respect des lois et règlements. Nous avons communiqué les lois et règlements identifiés à l'ensemble de notre équipe et sommes restés attentifs à toute indication de non-conformité tout au long de l'audit.

L'effet potentiel de ces lois et règlements varie considérablement.

Tout d'abord, la Banque est assujettie à des lois et règlements qui affectent directement les états financiers, notamment la législation en matière d'information financière (y compris la législation relative aux sociétés liées), la législation sur les bénéfices distribuables, la législation fiscale, la législation en matière d'activités bancaires et de réglementation des marchés financiers et les règlements de la PRA et de la FCA, et nous avons évalué le degré de conformité avec ces lois et ces règlements dans le cadre de nos procédures sur les postes y afférents des états financiers.

Deuxièmement, la Banque est assujettie à beaucoup d'autres lois et règlements pour lesquels les conséquences d'une non-conformité sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur les montants ou les informations communiqués dans les états financiers, par exemple en raison de l'imposition d'amendes, de litiges ou de la perte de l'agrément permettant à la Banque de fonctionner. Nous avons identifié les domaines suivants comme ceux étant les plus susceptibles d'avoir un tel effet : réglementation en matière de fonds propres et de liquidité et certains aspects du droit des sociétés reconnaissant le caractère financier et réglementé des activités de la Banque et sa forme juridique. Les normes d'audit limitent les procédures d'audit requises pour identifier un non-respect de ces lois et règlements à des investigations auprès des administrateurs et autres dirigeants et à l'inspection de la correspondance réglementaire et juridique, le cas échéant. Grâce à ces procédures, nous avons pris connaissance des non-conformités réelles ou soupçonnées et examiné leur effet dans le cadre de nos procédures sur les postes des états financiers concernés. Les non-conformités réelles ou soupçonnées n'étaient pas suffisamment significatives pour notre audit pour que notre réponse soit considérée comme un sujet d'audit clé.

En raison des limitations inhérentes à un audit, il existe un risque inévitable que nous n'ayons peut-être pas détecté quelques inexactitudes importantes dans les états financiers, même si nous avons bien planifié et effectué notre audit conformément aux normes d'audit. Par exemple, plus une non-conformité à des lois et règlements (irrégularités) est éloignée des événements et transactions reflétés dans les états financiers, moins il est probable que les procédures, par nature limitées, requises par les normes d'audit l'identifieront. En outre, comme avec tout audit, il subsiste un risque élevé de non détection des irrégularités, étant donné que celles-ci peuvent impliquer une collusion, des faux, des omissions volontaires, des présentations trompeuses ou le contournement de contrôles internes. Nous ne sommes aucunement responsables de la prévention de la non-conformité et il ne peut donc pas être attendu que nous décelions les cas de non-conformité à toutes les lois et réglementations.

8. L'objet de nos travaux d'audit et envers qui nous sommes responsables

Le présent rapport s'adresse exclusivement aux membres de la Banque, en tant qu'entité, conformément au chapitre 3 de la partie 16 de la loi de 2006 sur les sociétés. Notre travail d'audit a été effectué de façon à nous permettre de faire aux membres de la Banque les déclarations que nous sommes tenus de faire dans un rapport de commissaire aux comptes et dans aucun autre but. Dans les limites fixées par la loi, nous ne reconnaissons aucune autre responsabilité envers quiconque, excepté la Banque ou ses membres, en tant qu'entité, pour nos travaux d'audit, pour ce rapport ou pour les opinions que nous y formulons.



Richard Smith (Senior Statutory Auditor)

Pour et au nom de KPMG LLP, commissaire aux comptes

Experts-comptables

15 Canada Square

Londres

E14 5GL

10 juillet 2019

Adresse à laquelle peut-être consulté le rapport annuel : SMBCE, 1/3/5 rue Paul Cézanne, 75008 Paris.